

La réforme judiciaire menace l'unité de l'alliance de droite israélienne

Image not found or type unknown



Tel Aviv, 26 mars (RHC) Les critiques publiques du ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, à l'encontre du projet de réforme judiciaire du gouvernement ont provoqué une onde de choc dans les rangs de l'alliance d'extrême droite au pouvoir, qui menace de se fracturer.

Le discours de M. Gallant hier soir a ébranlé le Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Je présente mes excuses aux électeurs du Likoud pour notre ministre de la défense, qui a cédé aux pressions de la gauche", a déclaré le ministre de la communication, Shlomo Karhi.

Le groupe Neemanei Eretz Yisrael (Loyalistes pour la terre d'Israël), qui comprend des milliers de membres de cette formation politique, a exhorté M. Netanyahu à renvoyer le fonctionnaire, qui a appelé au dialogue sur la question.

"Dans l'intérêt de la sécurité d'Israël, le processus législatif doit s'arrêter et des négociations doivent avoir lieu", a-t-il déclaré dans un discours à la nation.

Les députés du Likoud Moshe Saada et Dan Illouz se sont joints à la critique et ont appelé à sa démission.

Toutefois, le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement, le député du Likoud Yuli Edelstein, a soutenu le ministre, tout comme le député conservateur David Bitan.

Le Times of Israel a révélé la semaine dernière qu'il y avait des fissures au sein du Likoud en raison des tensions politiques et sociales croissantes dans le pays causées par l'initiative.

Bien que la majorité des membres de la faction soutienne la réforme judiciaire radicale promue par Netanyahu et le chef de la justice Yariv Levin, le plan a également sa part d'opposants sceptiques et hésitants, a noté le journal.

L'ensemble de l'opposition a soutenu les remarques du ministre de la défense, y compris plusieurs de ses figures de proue telles que l'ancien premier ministre Yair Lapid.

La réforme proposée par l'exécutif limiterait la capacité de la Cour suprême à rejeter des lois en permettant au parlement de légiférer à nouveau sur des réglementations contestées par la Cour.

Le plan permettrait également au gouvernement d'extrême droite de contrôler la nomination des juges.

Depuis des semaines, de larges secteurs du pays, y compris les étudiants, les militaires et les hommes d'affaires, sont sur le pied de guerre contre le projet de loi, qui menace de diviser le pays. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/317816-la-reforme-judiciaire-menace-lunite-de-lalliance-de-droite-israelienne>



Radio Habana Cuba